

Ainsi, en 1944, en France, les dirigeants stalinien exigent des ouvriers français qu'ils rendent leurs armes à la police bourgeoise, sous prétexte que la révolution n'était pas possible avec la présence des armées américaines. Toujours et partout, les bureaucrates expliquent aux masses que la lutte révolutionnaire est impossible, avec des arguments semblables à ceux utilisés par Renard. Les 18.000 gendarmes d'Eyskens n'auraient pas pesé lourd devant les centaines de milliers d'ouvriers en grève. Mais Renard, comme Major, est effrayé par les implications révolutionnaires de la grève générale.

Et c'est alors qu'il adopte son orientation de démobilisation : rupture de l'unité de front entre les travailleurs flamands et les travailleurs wallons, et menace d'« abandonner l'outil ». Dans ce même discours Renard affirme qu'il faut débarrasser les 60 % de socialistes et de communistes de Wallonie de la tutelle flamingante. Et encore : « *Le comité de grève* » (qui n'est autre chose que le comité de coordination des bureaucrates syndicaux wallons, sans qu'aucune représentation de la base soit assurée) « *est décidé d'aller jusqu'au bout. Au moment jugé opportun, qui arrivera très rapidement, nous procéderons à un abandon total de l'outil.* »

Mais la perspective de ce mot d'ordre ne provoque qu'un enthousiasme très mitigé. D'ailleurs, dans la soirée, une camionnette-haut-parleur de la F.G.T.B. diffusait dans les rues d'Ougrée un appel aux ouvriers en vue de pourvoir à l'entretien des hauts fourneaux, la fonte qu'ils contiennent risquant de durcir et d'entraîner des dégâts considérables. Renard menacera jusqu'au bout d'abandonner l'outil. Il se gardera bien de mettre sa menace à exécution. Le fait qu'à Ougrée, commune de la banlieue de Liège, « fief » de Renard, un camion de la F.G.T.B. ait lancé des directives en contradiction avec son discours, démonte complètement la manœuvre : aux ouvriers qui veulent marcher sur Bruxelles, Renard oppose l'abandon de l'outil ; aux patrons des hauts fourneaux, il avoue par haut-parleur qu'il n'a nullement l'intention de passer aux actes.

*La Cité*, dans son éditorial du 4 janvier, commente ces déclarations : On se demande « *si ces nouvelles revendications n'indiquent pas, dans le chef des dirigeants wallons de la grève, la volonté d'opérer en quelque sorte un transfert des objectifs de la grève, de manière à la faire rebondir, en allant désormais au-delà des exigences relatives à la loi unique.* » *La Cité* s'explique ce transfert par le fait « *que la position d'André Renard au sein des fédérations wallonnes tendrait à s'affaiblir, et que le comité de coordination des régionales wallonnes aurait perdu de sa cohésion.* »

Au soir du 3 janvier, il est plus évident que jamais que le sort du mouvement va se décider dans les quelques jours qui viennent. Le prolétariat en lutte va-t-il réussir à se délivrer des tentatives de compromis et des manœuvres de diversion, et à passer à l'offensive ? « *L'avenir échappe à toute prévision* », écrit l'éditorialiste de *L'Avenir du Tournaisis* (4-1-60). « *Il faudra attendre sans doute, avant d'y voir*

*clair, que les deux ou trois journées décisives que nous allons vivre soient passées. C'est en effet au cours de ces journées que les grévistes vont essayer d'arracher la victoire, « mettant tout le paquet » pour y arriver.* »

*Le Drapeau Rouge* titre : « *Les députés P.S.C. et libéraux discréditent la démocratie en ne tenant pas compte de la volonté des travailleurs. Il faut organiser au plus tôt une journée de délégations ouvrières massives au parlement pour obtenir le retrait pur et simple de la loi unique.* »

Pour les stalinien, il ne s'agit pas de lancer le mot d'ordre de la marche sur Bruxelles, mais d'envoyer des « délégations », ce qui n'est évidemment pas la même chose.

4 et 5 janvier.

15.000 manifestants occupent pendant tout l'après-midi le centre de Bruxelles. Les leaders sont débordés. Après que le cortège, dans lequel on remarque la forte participation J.G.S., ait défilé en scandant les cris habituels : « *Gaston, démission* », « *Les banquiers doivent payer* », Georges Debunne, secrétaire de la C.G.S.P., veut prendre la parole du balcon du local socialiste de la place Fontainas pour inviter les manifestants à se disperser. « *Il a à peine prononcé quelques phrases* », rapporte *La Cité*, « *que des huées et des cris viennent l'interrompre. On entend des bribes de phrases... Du sein des manifestants montent les cris de « Marche sur Bruxelles ! », « Au Parlement ! », « De l'action aujourd'hui ! ». Quand M. Debunne demande aux manifestants de se disperser, ce sont de nouvelles huées. On entend péniblement que M. Debunne déclare que les manifestants ne doivent pas donner l'impression qu'ils ne s'entendent pas avec leurs dirigeants, et leur fixe rendez-vous à demain 10 heures à la Maison du Peuple. Cela suscite de nouvelles huées... » Une colonne de manifestants J.G.S. et étudiants continue seule, et marche sur la Sabena, attaquant les autobus jaunes, et chantant « *l'Internationale* ». Les choses en restent là : des mesures de sécurité supplémentaires ont été prises au parlement. Des renforts de gendarmerie ont pris position : tous les grilles sont fermées.*

A la suite de quoi *Le Peuple* annonce : « *De regrettables incidents éclatent après la dislocation* » ; les dirigeants réformistes se désolidarisent donc publiquement de l'action des jeunes. Aussi, la fédération bruxelloise de la Jeune Garde Socialiste est-elle amenée à publier une mise au point qui donne une idée de l'état de confusion dans lequel les chefs socialistes et stalinien ont mis les jeunes grévistes : « *Depuis quelques jours, on assiste à un lâchage systématique de certains actes commis par les grévistes manifestant à Bruxelles. Ce sont les journaux ouvriers qui dénoncent : « Action de blousons noirs et de gamins ». Ces gamins sont au même titre que les autres des travailleurs en grève. Il leur a souvent fallu plus de courage que leurs aînés pour participer à celle-ci. Hier les jeunesse communistes, aujourd'hui les étudiants socialistes et communistes dénoncent également les « irresponsables ». Où sont les irresponsables ? Ce ne sont pas nécessairement ceux*